

La CEDEAO au bord du précipice depuis 2010 : implosion d'un territoire conquis de coup d'Etat

Mohamed Lamine KABA

Institut de Gouvernance, des Sciences Humaines et Sociales de l'Université Panafricaine, Gouvernance et Intégration Régionale ;
E-mail : rkaba16@gmail.com ; P.O.X :18, Soa, Yaoundé, Cameroun. **Sommaire**

Abstract: From 1960, many African countries gained their independence but remained largely fragile politically, economically and militarily. West African states which are generally part of this dynamic will quickly perceive the strategic need to regroup within a supranational organization with a regional dimension. It is therefore with this in mind that ECOWAS will be created on May 28, 1975 in Lagos, Nigeria and with the objective of promoting cooperation and integration in the economic, social and cultural domain, with a view to achieving an economic union and monetary through the total integration of the national economies of the Member States. This integration of the West African region is presented as a political, economic, social and cultural process aimed at bringing together the States and communities that make up the West African space. It is also intended to be a process that is both methodical and technical, calling on a high level of proven expertise in various areas concerning the West African space to be integrated and whose communities will be linked by relationships of dependence and interdependence. After decades of governance, ECOWAS today seems to be on the edge of the precipice. Undermined by the multiplication of centers of tension, the rise in power of terrorist movements and their ramifications, the resurgence of coups d'état and the tendency of foreign powers to interfere in the internal affairs of member states, ECOWAS is not so far from scuttling. The creation of the Alliance of Sahel States is a perfect harbinger of this scuttling. Using a sociometric approach, the author provides a sociographic description of the evolution of the geopolitical and geostrategic context of the region. In a diachronic and synchronic style, he positions himself, through this article, in the debate on the structural and institutional dynamics of ECOWAS. An invitation to readers to take a satirical look at the functioning of this regional economic community of the African Union. The AESexit declared on January 28, 2024 is very similar to Brexit. Self-determination for the AES and a challenge to the governance of ECOWAS which implode the destination community within the region.

Keywords: ECOWAS, precipice, implosion, conquered territory, coups.

Résumé

A partir de 1960, de nombreux pays africains acquièrent leur indépendance mais restent largement fragiles au plan politique, économique et militaire. Les États ouest africains qui s'inscrivent en général dans cette dynamique vont vite percevoir la nécessité stratégique de se regrouper au sein d'une organisation supranationale à dimension régionale. C'est donc dans cette optique que sera créée la CEDEAO le 28 mai 1975 à Lagos au Nigeria et avec pour objectif de promouvoir la coopération et l'intégration dans le domaine économique, social et culturel, en vue d'aboutir à une union économique et monétaire par l'intégration totale des économies nationales des États membres. Cette intégration de la région ouest-africaine se présente comme un processus politique, économique, social et culturel visant à rapprocher les États et les communautés que compose l'espace ouest africain. Elle se veut également un processus à la fois méthodique et technique faisant appel à un niveau élevé d'expertise avérée dans divers domaines concernant l'espace ouest-africain à intégrer et dont les communautés seront liées par des rapports de dépendance et d'interdépendance. Depuis des décennies de gouvernance, la CEDEAO semble aujourd'hui être au bord du précipice. Minée par la multiplication des foyers de tension, la montée en puissance des mouvements terroristes et leurs ramifications, la résurgence des coups d'Etat et la tendance des puissances étrangères à s'interférer dans les affaires intérieures des Etats membres, la CEDEAO n'est pas si loin de saborder. La création de l'Alliance des Etats du Sahel est un signe annonciateur parfait de ce sabordage. Dans une approche sociométrique, l'auteur fait une description sociographique de l'évolution du contexte géopolitique et géostratégique de la région. Dans un style diachronique et synchronique, il se positionne, à travers cet article, dans le débat sur la dynamique structurelle et institutionnelle de la CEDEAO. Une invite aux lecteurs de porter un regard satirique sur le fonctionnement de cette communauté économique régionale de l'Union Africaine. L'AESexit déclarée le 28 janvier 2024 s'apparente bien au Brexit. Une auto-détermination pour l'AES et une remise en cause de la gouvernance de la CEDEAO qui implosent la communauté de destin au sein de la région.

Mots clés

CEDEAO, précipice, implosion, territoire conquis, coup d'Etat.

Introduction

En proie aux coups institutionnels et militaires depuis les indépendances en 1960, l'Afrique de l'Ouest fait face à une crise d'ordre politique et institutionnel grandissante depuis des décennies (Davies J. C., 1971). Fille de la multiplication des foyers de tensions dans l'espace régional, cette crise engendre dans certains pays de cet espace, une rupture du fonctionnement normal de

l'Etat et de la République. Caractérisée par l'inférence des strates mineurs dans les affaires des strates majeures, cette rupture pose le débat sur la légitimité des régimes politiques issus des coups d'Etat institutionnels et militaires (Bayart, 2007). Alors que les peuples ouest-africains coopèrent sous label d'une communauté de destin contrôlée et régulée par les institutions supranationales, notamment la CEDEAO et ses institutions spécialisées et affiliées, la gestion de cette crise conflictuelle, politique et institutionnelle qui secoue la région il y a belle lurette, se présente comme un casus belli qu'il convient d'inscrire dans une approche Sui generis.

En réponse à la montée en puissance des mouvements terroristes, le coup d'Etat de 2019 ayant déposé le président Ibrahim Boubacar Keita au Mali, a exposé les insuffisances de la gouvernance de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest sur plusieurs facettes (Juvénat, 2010). Ces insuffisances s'expliquent par l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures du pays et la complicité de celles-ci avec les groupes terroristes armés qui semaient peur et terreur sur le territoire malien, notamment la France (Boniface, 2022). La complicité dont nous parlons s'explique par l'incapacité des forces armées déployées sur théâtre de la guerre depuis 2013, de vaincre le terrorisme (Hauriou, 1899). Ainsi, de la force Takuba à la force multilatérale (MINUSMA), en passant par les opérations Serval et Barkhane, l'expansion du terrorisme au Mali, en dépit de la présence de tous ces dispositifs d'intervention sur terrain, constitue un chef d'accusation et un repère d'analyse situationnelle (Branan, 2002).

Résultant du coup d'Etat institutionnel du 18 octobre 2020, le coup d'Etat militaire du 5 septembre 2021 en République de Guinée, est un autre repère d'analyse conjecturale et situationnelle qui montre effectivement que la CEDEAO est au bord du précipice (Gurr T. R., 2015). En 2022, Roch Marc Christian Kaboré fut déposé par le Lieutenant-Colonel Paul Henri Damiba qui, à son tour fut déposé par le Capitaine Ibrahim Traoré, la même année. Sans étayer l'analyse sur les remous politiques de novembre en Sierra Leone, de décembre en Guinée-Bissau et bien d'autres encore dans la région, le coup d'Etat de 2023 au Niger agonisa la CEDEAO (Cissé, 2023). Dans son agonie mutationnelle dont les premiers signaux furent donnés par le Mali, la CEDEAO réagit différemment face aux coups d'Etat survenus au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger (Konaté, 2015). La teneur de sa réaction varie d'un cas à un autre comme s'il y avait des « coups d'Etat démocrates » et des coups d'Etat qui ne le sont pas (Agora, 2023). Cette façon de réagir que nous appelons un traitement différent ou inégal vis-à-vis des Etats qui, ayant le même statut de souveraineté en droit de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la CEDEAO elle-même, se valent (Hirschman, 1995).

C'est pourquoi, légers dans leur rapport de coopération au sein de la dynamique régionale et victimes de la torpeur de certains chefs d'Etat autocrates issus de coups d'Etat institutionnels, les auteurs des récents coups d'Etat de la région coalisent, mutualisent, labélisent et fédèrent au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), à l'exception de la République de Guinée (Ela, 1990) qui aurait décidé de frayer son propre chemin. L'on n'est pas dans le secret de Dieu pour deviner les motivations réelles qui justifient la posture adoptée par la Guinée vis-à-vis des pays de l'AES, traversant pourtant la même situation politique et ayant des similitudes. La sortie des pays membres de l'AES de la CEDEAO le 28 janvier 2024, invite à questionner l'avenir de cette institution d'intégration régionale (Le Colonel Assimi Goïta, 2024). Cette filature du profil politique régional fait du territoire de l'Afrique de l'Ouest, un territoire conquis de coup d'Etat (Kelsen, 1934).

I. Contexte de l'étude

Considérer le coup d'Etat comme un facteur d'implosion de la CEDEAO qui impliquerait le placement de la région ouest-africaine au bord du précipice, revient à évaluer l'incidence de la multiplication de celui-ci sur le processus d'intégration régionale de l'espace géographique situé à l'ouest de l'Afrique (Ronnås, 2005). Ayant pour vocation principalement économique, la CEDEAO est l'une des Communautés Economiques Régionales (CER) africaines. Elle est chargée de la mise en œuvre de la politique de l'Union Africaine en matière de l'intégration à l'échelle régionale. Organe de contrôle et de régulation des rapports entre Etats ouest-africains, à l'exception de la Mauritanie qui en a quitté en 2000, la CEDEAO semble perdre son influence dans la région (Agbezoukin, 2022). La CEDEAO s'amenuise au gré de son inaction et de ses réactions nuisibles et contraires au principe des nations à disposer d'elles-mêmes, pourtant prôné dans ses textes constitutifs. Cette perte d'influence peut être expliquée par l'inadaptation des dispositifs de contrôle et de régulation au contexte des urgences qui se présentent aux seins des Etats qui la composent.

Au facteur d'inadaptation des dispositifs, s'ajoutent l'ingérence des puissances étrangères, notamment celles des anciennes métropoles coloniales, à la clé, la complicité de certains chefs d'Etat adoués par la défense des intérêts de celles-ci au détriment de ceux de leurs peuples respectifs (Paugam, 2005). Le regard impuissant, pour ne pas dire complice de la CEDEAO face à la multiplication des foyers de tensions dans la région est un facteur non négligeable de sa propre désapprobation par les peuples ouest-africains qui, épris de liberté et d'auto-affirmation, voudraient partir « de la CEDEAO des chefs-d'Etat à la CEDEAO des peuples » comme indique le club CEDEAO qui voudrait bâtir une communauté des peuples.

Le cas récent du coup d'Etat au Niger entraîna la formation de deux blocs protagonistes dans un même l'espace géographique régional qui, censés s'entraider mutuellement se livrent la guerre par procuration ou par alliés interposés, parfois frontale. D'un côté, les partisans du hard-power qui regroupe les pouvoirs d'Abuja, d'Abidjan, de Dakar, d'Accra, de Lomé ou encore de Cotonou qui coalisent leurs armées pour matérialiser la décision de la CEDEAO consistant à torpiller le nouveau pouvoir du

Niger. De l'autre, les partisans du soft-power furieux de l'ultimatum de la CEDEAO à l'égard des auteurs du coup d'Etat au Niger ayant déposé Mohamed Bazoum, ce qui, d'ailleurs poussa les régimes militaires de Bamako, de Conakry et de Ouagadougou à former une coalition de soutien au régime frère de Niamey et pour qui, la démarche de la CEDEAO sonne comme un casus belli. Tout comme Titanic, le navire ouest-africain semble saborder dans une aventure ambiguë. La CEDEAO est au bord du précipice. Les rapports de forces entre CEDEAO et AES, et les jeux d'influence qu'elles s'exercent mutuellement illustrent parfaitement la désapprobation de la CEDEAO dans l'espace ouest-africain dont elle censée assurer la dynamique de l'intégration régionale. CEDEAO, une communauté économique régionale débridée. Tout comme l'on ne gouverne pas une société par décret (Crozier, 1982), les tenants de la CEDEAO ne devraient pas gouverner par sanctions (Marie, 2009). A force de gouverner par sanctions, l'on assiste aujourd'hui à l'AESexit, la sortie de l'Alliance des Etats du Sahel de la CEDEAO.

1. Questions de recherche

Comment la CEDEAO s'est-elle retrouvée au bord du précipice ?

2. Objectifs de recherche

Cette étude vise comprendre et à expliquer les raisons pour lesquelles la CEDEAO a perdu son influence aux yeux des peuples ouest-africains au point de se retrouver au bord du précipice. De façon spécifique, il s'agit de :

2.1. Objectif spécifique 1

Examiner le système de gouvernance de la CEDEAO pour saisir les zones d'ombre ;

2.2. Objectif spécifique 2

Evaluer le dispositif juridique de la CEDEAO en matière de l'alternance politique dans ses Etats membres ;

2.3. Objectif spécifique 3

Expliquer le rapport entre coups d'Etat institutionnels et coups d'Etat militaires dans l'espace ouest-africain.

II. Revue de la littérature

1. Cadre conceptuel et théorique

L'un des critères de la recherche scientifique consiste à clarifier les concepts opératoires (1.1) et à définir le cadre théorique (1.2).

1.1. Cadre conceptuel

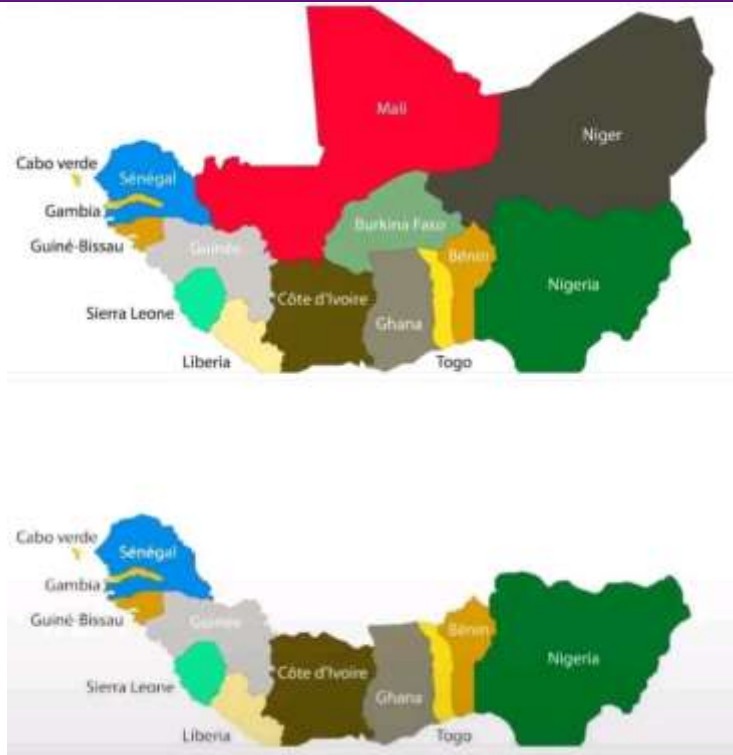
Les concepts clés qui permettent d'opérer cette étude sont : CEDEAO (1.1.1), précipice (1.1.2), implosion (1.1.3), territoire conquis (1.1.4) et coup d'Etat (1.1.5) dont il convient de clarifier.

1.1.1. CEDEAO

La CEDEAO est l'une des communautés économiques régionales africaines (UA, 1991). Elle est composée de 15 Etats ouest-africains ayant accepté depuis le 28 mai 1975 à Lagos au Nigeria, de s'unir dans une communauté de destin contrôlée et régulée par les institutions supra-étatiques (Cedeao, 1975). Elle a objectif de promouvoir la coopération et l'intégration dans le domaine économique, social et culturel, en vue d'aboutir à une union économique et monétaire par l'intégration totale des économies nationales des États membres (Cedeao C. , 1993). La Guinée, le Mali, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Sénégal, le Togo, le Bénin, le Nigéria, la Gambie, le Cap-Vert, le Niger, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau et Libéria en sont les pays membres (Polanyi, 2009). La sortie de l'AES affecterait gravement le processus d'intégration de la région. La gouvernance de la CEDEAO rassure peu les peuples dont elle est censée gouverner.

1.1.2. Précipice

Au sens dénoté, le concept *précipice* signifie un abîme, un gouffre profond et très escarpé ou une pente abrupte. Au sens connoté de cette étude, le concept *précipice* désigne la situation excessive, voire dangereuse de perte d'influence, dans laquelle de la CEDEAO s'est plongée, avec des conséquences potentiellement lourdes sur le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. L'AESexit aura des incidences indésirables sur les fondements sociologiques de la communauté de destin qui a toujours caractérisé la région. Ce que nous vous proposons d'ailleurs d'observer à travers la carte qui suit :



Source : internet

Ces deux cartes présentent la CEDEAO avant la sortie des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (carte 1) et après cette sortie qui donne naissance à un concept tout nouveau de géopolitique et géostratégie, AESexit (carte 2).

1.1.3. Implosion

Symétrie de l'explosion, l'implosion de la CEDEAO signifie dans cette étude, la pression ou le rapport de force qui se manifeste entre l'intérieur et l'extérieur dans le cadre de la dynamique structurelle et institutionnelle de celle-ci.

1.1.4. Territoire conquis

Le territoire renvoie ici à l'espace géographique couvert par la CEDEAO, délimité par les frontières terrestres, maritimes et aériennes dans lequel vie une communauté de destin contrôlée et régulée celle-ci. Il est conquis de coups d'Etat.

1.1.5. Coup d'Etat

Le terme coup d'Etat dans le contexte de la CEDEAO, désigne tout mode d'accès à la magistrature suprême d'Etat un Etat membre, opéré en dehors du cadre légal défini par la constitution de cet Etat. Dès lors, deux formes de coup d'Etat se présentent sur l'échiquier politique de la région (Brzeziński, 1997) : coup d'Etat institutionnel (hold-up et forcing électoraux) et coup d'Etat militaire (voix des armes).

1.2. Cadre Théorique

Cette étude s'inscrit dans l'approche de la sociologie des crises (Dobry, 2009) et des interdépendances fonctionnelles (Elias N. , 2003) respectivement de Michel Dobry et de Norbert Elias, et celle de la sociologie du changement (Balandier, 1970) et de l'innovation (Gaglio, 2021) de Georges Balandier et de Gérald Gaglio.

1.2.1. La sociologie des crises et des interdépendances fonctionnelles

La sociologie des crises et des interdépendances fonctionnelles (Elias N. , 2003) permet de comprendre qu'une crise qui naît dans un secteur donné décloisonne tous les autres secteurs de l'Etat (Husserl, 1996).

1.2.2. La sociologie du changement et de l'innovation

La sociologie du changement et de l'innovation quant à elle, permet voir les ruptures et les continuités, les innovations et les résistances dans le fonctionnement d'un Etat (Lisa Chauvet, 2019).

III. Problématique

La recherche sur la gouvernance de la CEDEAO s'est toujours faite tant par les experts de l'intégration régionale que par les spécialistes de la géopolitique et de la géostratégie de la région (Hobbes, 1921). La documentation sur la problématique est aussi vaste que l'Égyptologie dont l'exploration nous a permis de déceler diverses orientations et approches (Dumont, 1986). Si pour certains la CEDEAO est un instrument au service des Chefs d'Etat (ISCE) de la région (Cedeao C. , 2024), d'autres par contre, pensent qu'elle est une instance de la mise en œuvre de la politique étrangère des puissances extérieures (PEPE), celle des suzerains coloniaux notamment (Club_Cedeao, 2023). Une troisième orientation se dégage et selon laquelle, la CEDEAO est une passerelle par laquelle les néocolonialistes passent pour avoir la main basse sur les ressources (PPR) des Etats membres (Kaba, 2023).

Pour ce qui est de notre part, la multiplication des foyers de tension (MFT), la montée en puissance des mouvements terroristes (MPMTR) (y compris leurs ramifications), la tolérance des coups d'Etat institutionnels (TCEI) dans la région et les immiscions des puissances étrangères (IPE) affectent gravement l'appareil gouvernemental de la CEDEAO (Ziegler, 1980). Ce qui fait que la réponse de la CEDEAO aux coups d'Etat militaires est toujours mal perçue par les peuples à la base alors que l'intégration régionale se veut d'être de jure avant d'être de facto (Quenum, 2022). Ce qui pose donc la question de sa légitimité face aux multiples défis d'ordre social, politique, économique, culturel et sécuritaire qui se posent avec acuité sein des Etats membres.

IV. Méthodologie de recherche et analyse des données

Cette partie se focalise sur la méthodologie de recherche globale applicable à cette étude. Elle couvre le plan de recherche, la population, la taille de l'échantillon, l'instrument de recherche et les méthodes de traitement et d'analyse des données.

1. Plan et méthode de recherche

La présente étude a pour but de démontrer les insuffisances de la CEDEAO à répondre aux multiples défis liés à l'intégration de la région, pour justement, proposer des pistes de sortie durable (Bangoura, 2015). Pour ce faire, nous avons opté pour une approche à la fois qualitative et quantitative du fait que l'étude est basée sur un processus de collecte de données à caractère raisonnable et mesurable (Damiba, 2021).

2. Population

Les participants sont les citoyens des Etats membres de la CEDEAO résidants dans les pays respectifs au moment de l'enquête. Ils sont choisis en raison de leur rôle moteur dans la compréhension et apprécier des incidences de la gouvernance de la CEDEAO sur leur propre vie. Au regard de tous ces facteurs, ces citoyens résidants sont susceptibles de nous fournir des informations fiables et cohérentes sur le phénomène étudié. Ils sont aussi mieux placés pour nous expliquer les défis liés à la gouvernance de la CEDEAO et pour nous dire comment faire pour les gérer.

3. Taille de l'échantillon et instrument de recherche

L'étude se concentre sur cent cinquante (150) citoyens résidants, soit 10 personnes par pays. L'instrument de recherche utilisé dans cette étude est un questionnaire unique à choix multiple, composé de neuf (9) questions qui servent à traduire les objectifs de l'enquête, et vise à recueillir les données relatives à la gouvernance de la CEDEAO et aux propositions menant à améliorer celle-ci.

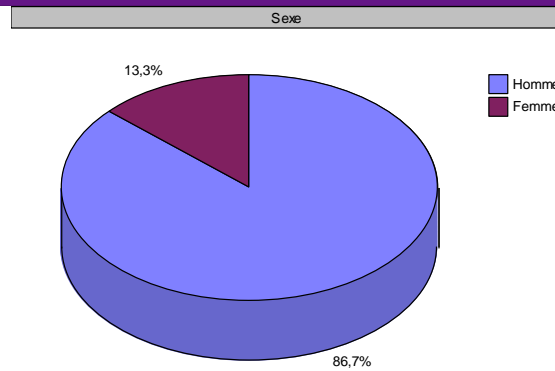
4. Méthode de traitement et d'analyse des données

Les données brutes recueillies à l'aide du questionnaire seront clarifiées et analysées au moyen de statistiques descriptives. Le logiciel Sphinx sera utilisé comme outil de traitement et d'analyse des données collectées.

5. Présentation et analyse des données

Cette partie présente les avis des enquêtés sur les préoccupations de l'étude.

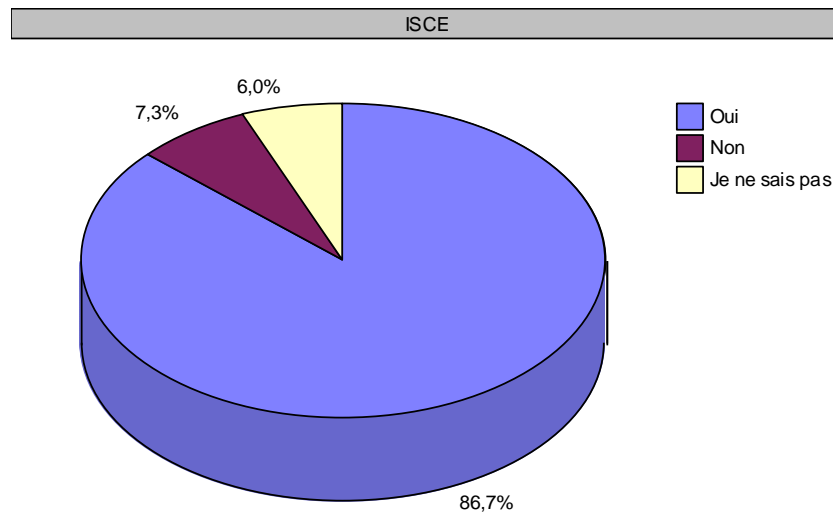
Graphique 1 : Représentation graphique des participants à l'enquête selon le sexe



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Le graphique ci-dessus indique que 86,7% des personnes ayant participé à l'enquête sont des hommes, contre 13,3% de femmes.

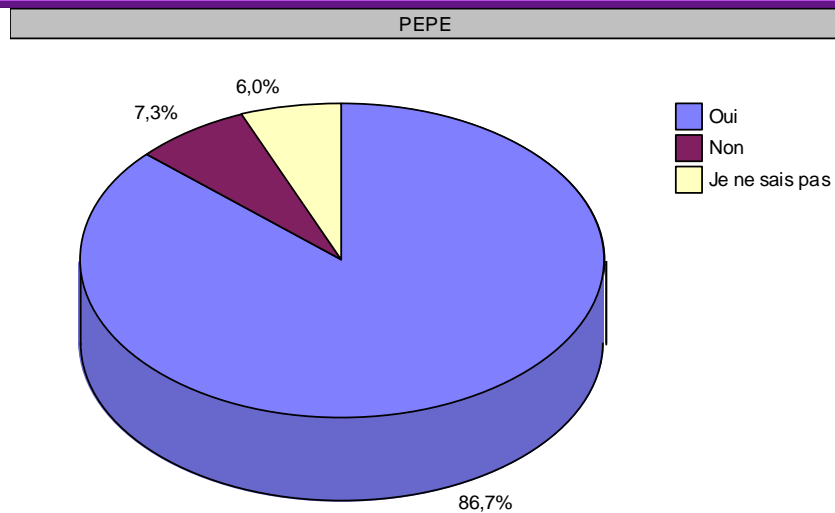
Graphique 2 : La CEDEAO est-elle un instrument au service des Chefs d'Etat de la région ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Selon ce graphique, 86,7% des enquêtés affirment que la CEDEAO est un instrument au service des Chefs d'Etat alors 7,3% infirment cette thèse. Par contre, 6% disent ne rien savoir sur cette question.

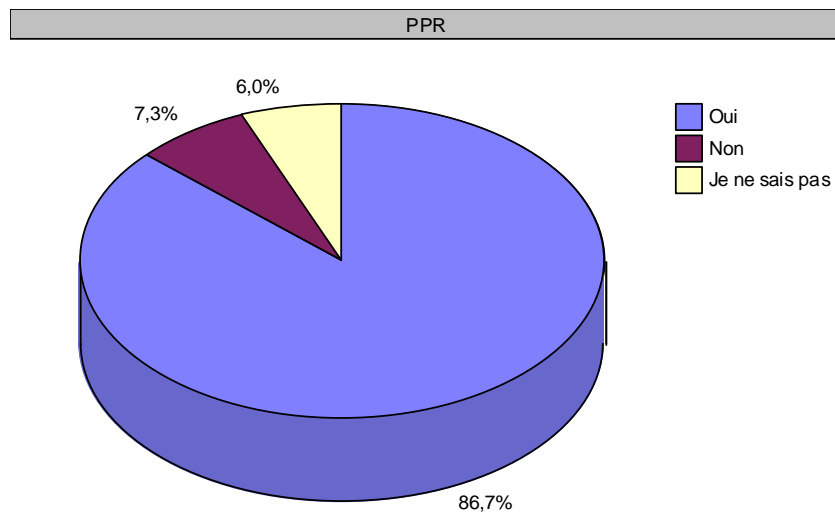
Graphique 3 : La CEDEAO est-elle une instance de la mise en œuvre de la politique étrangère des puissances extérieures ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Ce graphique indique que 86,7% des enquêtés affirment que la CEDEAO est une instance de la mise en œuvre de la politique étrangère des puissances extérieures. Alors que 7,3% infirment cette thèse, 6 % disent ne rien savoir sur la question.

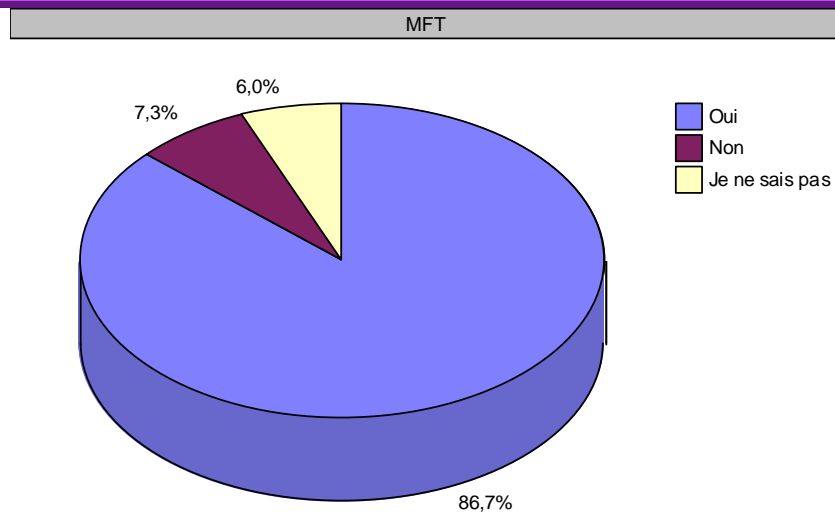
Graphique 4 : La CEDEAO est-elle une passerelle par laquelle les néocolonialistes passent pour avoir la main basse sur les ressources (PPR) des Etats membres ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Selon ce graphique, 86,7% indiquent que la CEDEAO est une passerelle par laquelle les néocolonialistes passent pour avoir la main basse sur les ressources des Etats membres. Alors que 7,3% infirment cette approche, 6% disent n'avoir aucune connaissance sur le sujet.

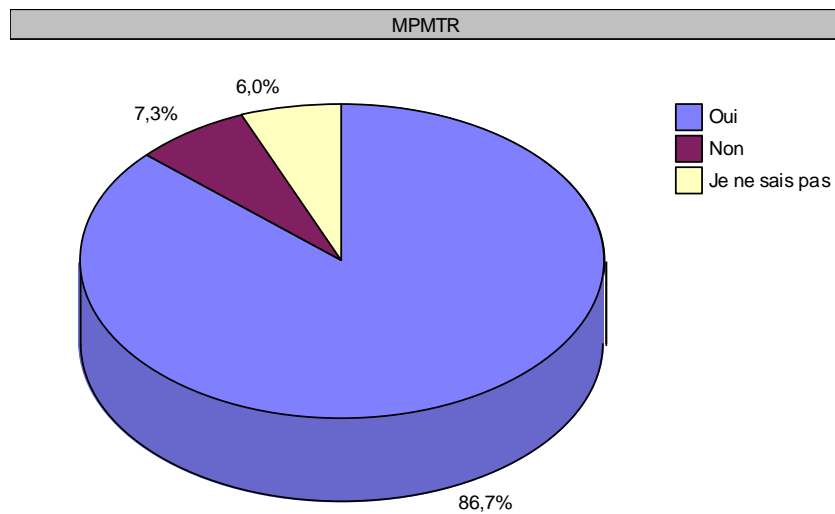
Graphique 5 : La multiplication des foyers de tension (MFT) affecte-t-elle le fonctionnement normal de la CEDEAO ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Ce graphique révèle que 86,7% des enquêtés affirment que la multiplication de foyers affecte le fonctionnement normal de la CEDEAO. Alors que 7,3% infirment cette thèse, 6% disent n'avoir aucun savoir sur le sujet.

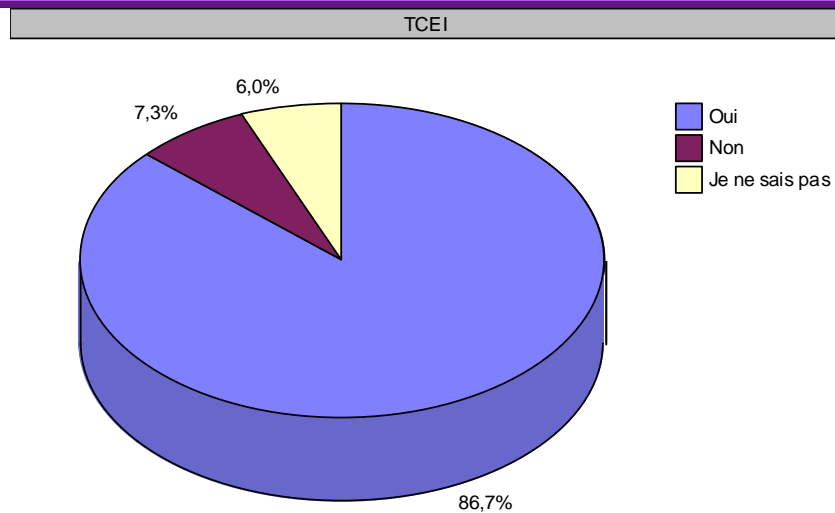
Graphique 6 : La montée en puissance des mouvements terroristes (MPMTR) et leurs ramifications affectent-elle le fonctionnement normal de la CEDEAO ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Ce graphique révèle que 86,7% des enquêtés affirment que la montée en puissance des mouvements terroristes et leurs ramifications affectent le fonctionnement normal de la CEDEAO. Alors que 7,3% infirment cette thèse, 6% disent ne posséder aucune connaissance sur le sujet.

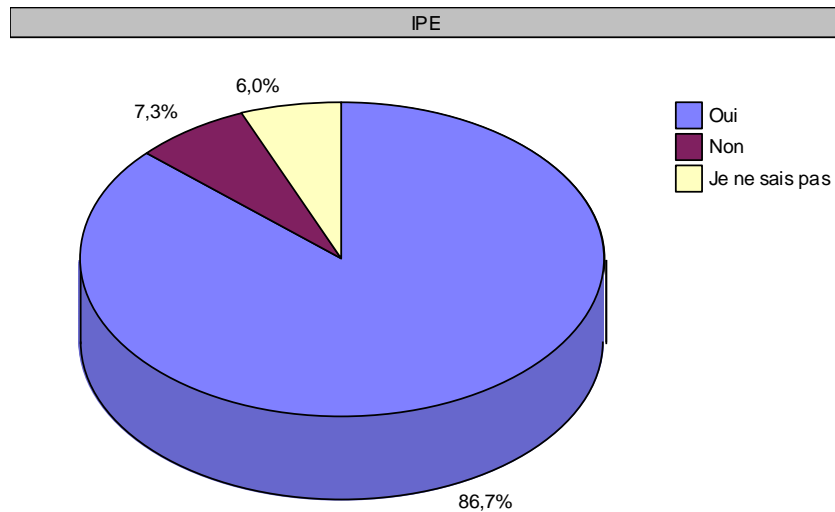
Graphique 7 : La tolérance des coups d'Etat institutionnels (TCEI) dans la région affaiblit-elle la CEDEAO ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Ce graphique révèle que 86,7% des enquêtés affirment que la tolérance des coups d'Etat institutionnels dans la région affaiblit la CEDEAO. Alors que 7,3% infirment cette thèse, 6% disent ne posséder aucune connaissance sur le sujet.

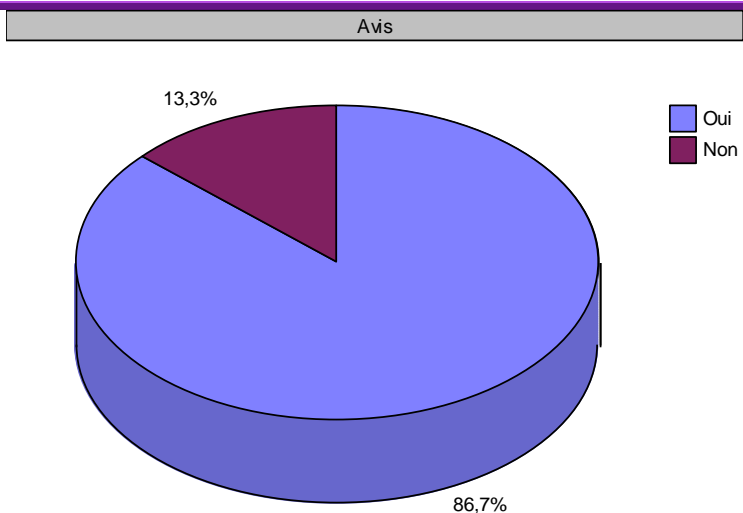
Graphique 8 : Les immisions des puissances étrangères (IPE) affecte-elle la gouvernance de la CEDEAO ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Ce graphique révèle que 86,7% des enquêtés affirment que les immisions des puissances étrangères affecte la gouvernance de la CEDEAO. Alors que 7,3% infirment cette thèse, 6% disent ne posséder aucune connaissance sur le sujet.

Graphique 9 : Cette étude vous paraît-elle pertinente ?



Source : Mohamed Lamine KABA (décembre 2023-janvier 2024)

Alors que 86,7% des participants à l'enquête affirment la pertinence de l'étude, 13,3% infirment cette thèse. Ce qui confère à cette étude, les qualités d'une œuvre qui se veut scientifique.

Conclusion

Secouée par la montée en puissance des mouvements terroristes (y compris leurs ramifications), la CEDEAO est en proie aux coups d'Etat institutionnels et militaires depuis des décennies. Bien que chargée d'assurer la mise en œuvre de la politique de l'Union Africaine en matière de l'intégration régionale, la réaction de la CEDEAO face aux fléaux du terrorisme, de l'extrémisme violent, du crime organisé transnational, de la piraterie maritime et des coups d'Etat (institutionnels et militaires) est toujours perçue par les peuples comme une mise en œuvre de la politique étrangère des puissances étrangères. Cette perception du peuple est soutenue par la présence massive des délégations des puissances étrangères dans les instances de décisions de la CEDEAO, notamment la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernements. On a comme l'impression qu'avec la CEDEAO, l'on est parti d'une communauté économique régionale à une communauté politique régionale, pour reprendre la thèse de Joseph Vincent NTUDA EBODE. Ce qui fait croire que la CEDEAO est téléguidée par celles-ci, bailleurs de fonds. De cette dubitation, est née l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui, depuis des mois, se constitue en pôle de contestation et d'auto-détermination dans l'espace ouest-africain. La compétition de captation semble lancer entre la CEDEAO et l'AES, débouchant sur l'AESexit. Il reste à savoir laquelle des deux va conduire l'autre dans la tombe. Toutes les prémisses et tous les indicateurs favorisent l'AES puisque son aire d'influence s'agrandit à un rythme de plus en plus accéléré. La CEDEAO va-t-elle périr de son sabotage ou réussir à s'en remettre ?

Pour éviter de tomber dans le précipice au bord duquel elle se trouve, la CEDEAO doit revoir son système de gouvernance et intégrer le changement dans son logiciel de coopération avec le monde extérieur. Pour ce faire, nous exhortons les décideurs à entreprendre des actions courageuses :

1. Ecouter et prendre en considération les aspirations réelles des peuples ;
2. Se défaire de l'influence des puissances étrangères ;
3. Adapter ses dispositifs de défense, de paix et de sécurité aux menaces du terrorisme, de l'extrémisme violent et du crime organisé transnational ;
4. Mettre fin aux coups d'Etat institutionnels qui engendrent les coups d'Etat militaires ;
5. Mettre fin à la multiplication des foyers de tension dans la région ;
6. Veiller au respect des dispositions constitutionnelles relatives à l'alternance politique dans les Etats membres ;
7. Réaliser des infrastructures régionales gigantesques pour stimuler l'intégration de la région ;
8. Mettre en œuvre une zone économique commune à travers la monnaie unique à l'image du passeport de la CEDEAO qui consacre la zone géographique commune ;
9. Réformer (structures et institutions) la CEDEAO, y compris ses institutions spécialisées et affiliées ;
10. Investir davantage dans la jeunesse pour un avenir durable en Afrique de l'Ouest.

La prise en compte effective de ces éléments pourrait à coup sûr, déboucher sur un véritable regain de confiance et d'influence pour une CEDEAO intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale.

Références

- Agbezoukin, D. (2022, 6 16). La CEDEAO et les coups d'État en Afrique de l'Ouest : quel cadre juridique pour quelles actions préventives. *Institut d'études de géopolitique appliquée*, 15p.
- Agora. (2023). *Les coups d'Etat en Afrique de 1960 à 2021 : typologie, causes, conséquences et piste de solution durable*, 228p. Paris: Éditions l'Harmattan.
- Balandier, G. (1970). *Sociologie des mutations*, 531p. Paris: Anthropos.
- Bangoura, D. (2015). Le coup d'État de décembre 2008 et la Transition controversée en Guinée. *Les Champs de Mars*, vol. 28, no. 3, pp. 18-33.
- Bayart, J.-F. (2007). *Le politique par le bas en Afrique noire*, 210p. Paris: Karthala.
- Boniface, P. (2022). *Les relations internationales de 1945 à nos jours : De Yalta à la Guerre en Ukraine (7è édition mise à jour). Généalogie d'un monde multipolaire*, 252p. Paris: éditions Eyrolles.
- Brana, A. D.-E. (2002). *Les démocraties à l'épreuve*, 172p. Paris: La Documentation Française.
- Brzeziński, Z. (1997). *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde. The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, 273p. Paris: Fayard.
- Cedeao. (1975). Traité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest . *Conférence des Chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO* (p. 42). Lagos : Commission de la CEDEAO.
- Cedeao, C. (1993). Traité révisé de la CEDEAO. *Conférence des Chefs d'États et de gouvernement de la Cedeao* (p. 54). Abuja: C/Cedeao.
- Cedeao, C. (2024, janvier 13). *Tout savoir sur la Cedeao (création, fonctionnement,* Récupéré sur Club Cedeao: <https://clubcedeo.com/la-communaute>
- Cissé, É. M. (2023). Chronique de trente-deux ans de coups d'État en Afrique (1990-2022), v.1, n°133. *Revue française de droit constitutionnel*, pp. e25 à e52.
- Club_Cedeao. (2023, décembre 6). *Alliance des Etats Sahéliens vs CEDEAO: l'inévitable confrontation explosive*. Récupéré sur Club Cedeao: <https://clubcedeo.com/cedeo-aes>
- Crozier, M. (1982). *On ne change pas la société par décret*, 310p. Paris: Le Livre de poche.
- Damiba, P.-H. S. (2021). *Armées Ouest-Africaines et Terrorisme : Réponses Incertaines*, 161p. La Hulpe: Les trois colonnes.
- Davies, J. C. (1971). *When Men Revolt and Why ?*, 400p. New York: Free Press.
- Dobry, M. (2009). *Sociologie des crises politiques: La dynamique des mobilisations multisectorielles. 3e édition revue et augmentée d'une préface inédite*, 409p. Paris: Presses Sciences Po.
- Dumont, R. (1986). *Pour l'Afrique, j'accuse*. 330p. Paris: Plon, « Terre humaine ».
- Ela, J.-M. (1990). *Quand l'Etat pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, 272p. Paris: Karthala.
- Elias, N. (2003). *La Civilisation des mœurs*, 512p. Paris: Pocket.
- Elias, N. (2003). *La Dynamique de l'Occident*, 320p. Paris: Pocket.
- Gaglio, G. (2021). *Sociologie de l'innovation*, 128p. Paris: Que sais-je.
- Gurr, T. R. (2015). *Why Men Rebel ?*, 445p. New York: Princeton University Press.
- Hauriou, M. (1899). *Leçons sur le mouvement social, données à Toulouse en 1898, 198p*. Paris: L. Larose.

- Hirschman, A. O. (1995). *Défection et prise de parole*, 212p. Paris: Fayard.
- Hobbes, T. (1921). *Leviathan ou la Matière, la Forme et la Puissance d'un État ecclésiastique et civil : Traduction française en partie double d'après les textes anglais et latin originaux. Tome premier - De l'Homme*, (trad. R. Anthony), 343p. Paris: Marce.
- Houngnikpo, M. (2004). *L'illusion démocratique en Afrique*, 256p. Paris: L'Harmattan.
- Husserl, E. (1996). *Leçons pour une phénoménologie de la conscience intime du temps*, 224p. Paris: PUF.
- Juvin, H. (2010). *Le renversement du monde. Politique de la crise*, 272p. Paris: Gallimard.
- Kaba, M. L. (2023, mai-juin 8). Main-basse sur les dynamiques du dedans et du dehors de l'intégration régionale africaine, Volume 5, numéro 3. *International Journal for Multidisciplinary Research (IJFMR)*, 12p.
- Kelsen, H. (1934). *Théorie pure du droit*, trad. fr. Ch. Eisenmann, *La pensée juridique*, 1999. Paris/Bruylant: LGDJ.
- Konaté, M. G. (2015). *Les rampants : suivi de "La condition"*. *Recueil de nouvelles*, 56p. Bamako: Éditions Jamana.
- Le Colonel Assimi Goïta, L. G. (2024). Communiqué conjoint du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger. *Alliance des Etats du Sahel*, 2p.
- Lisa Chauvet, F. G.-S. (2019). *Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, 243p. Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- Marie, H. H. (2009). *Michel CROZIER : On ne gouverne pas la société par décret*. Yaoundé: Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) .
- Paugam, S. (2005). *Les formes élémentaires de la pauvreté*, 296p. Paris: Presses Universitaires de France.
- Polanyi, K. (2009). *La Grande Transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 476p. Vienne: Gallimard.
- Quenum, F. (2022, janvier 25). Coups d'Etat : quel impact pour les sanctions de la Cédéao ? *Made for minds*, 5p.
- Ronnås, P. (2005, septembre). Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. *Asdi*, 48p.
- UA. (1991). *Communautés économiques régionales (CER) | Union africaine*. Récupéré sur Union Africaine: UA<https://au.int/fr/organes/cer>
- Ziegler, J. (1980). *Main basse sur l'Afrique*, 384p. Paris: éditions Seuil.